

Les sans-papiers, des hommes à l'Amer !

Une mère et son même, né durant l'occupation de l'église Saint-Boniface à Ixelles. C'est l'une des photos de sans-papiers exposées dans les vitrines du quartier. Bien plus qu'une photo... Le vernissage de l'expo « Gueules d'Amers », organisée par l'Assemblée des voisins, vendredi 20 janvier, est une réplique cinglante au ministre de l'Intérieur Patrick Dewael (VLD), qui considère que la solidarité envers les sans-papiers est un délit. S'afficher pour sortir de l'ombre, pour refuser la criminalisation, l'intimidation...

Non seulement « *l'aide humanitaire apportée à un étranger en séjour clandestin n'est pas un délit au regard de la loi* », comme l'a rappelé la Ligue des droits de l'Homme, mais c'est une obligation morale que d'aider quiconque a faim ou froid, quelles que soient son sexe, son âge, son origine géographique, sa religion ou son statut légal. Et ce, malgré les menaces de poursuites judiciaires.

Se baser sur les articles 77 et 77bis de la loi de 1980 pour appuyer cette criminalisation est inacceptable : ces articles concernent en effet la traite et le trafic d'êtres humains. Associer l'aide légitime apportée par les citoyennes et citoyens de Belgique à de pareilles

pratiques constitue une injure envers ces individus, solidaires d'hommes, femmes et enfants soumis à la clandestinité.

Réponse de Dewael : « *L'aide humanitaire n'est pas sanctionnée. Elle n'est néanmoins pas concialiable avec la politique générale de l'Etat.* » Au moins désormais les choses sont claires. L'on s'avance à grands pas vers une démocratie musclée.

Pour le ministre, dénoncer l'infraction que constitue un séjour illégal peut donc s'apparenter à une forme de civisme pour un fonctionnaire et même un particulier. Face à cette attitude, certains syndicalistes évoquent l'époque sombre des lettres de délation et autres « *Allô, la Kommandantur ?* »

Les menaces formulées par Dewael offrent aux partis liberticides une incroyable tribune de récupération. Totalement irresponsable à quelques mois des élections communales. La part de chacun dans la montée des partis racistes au soir des élections devra être assumée. Le plus fort, c'est que les partis traditionnels vont nous refaire le coup de la démocratie en danger. Alors même qu'ils font le jeu de l'extrême droite. Désormais, agir au lieu d'élire.

Et c'est pas fini: le ministre a annoncé une campagne importante en faveur du retour « volontaire » des demandeurs d'asile déboutés... Comment interpréter ces menaces ? Que contient le critère d'aide humanitaire ? Si l'aide humanitaire se limite aux soins urgents et à la satisfaction d'autres besoins de base, de nombreuses personnes vont se retrouver dans le collimateur de la justice.

Les intentions de Patrick Dewael sont claires : il faudrait expulser les étrangers en séjour illégal et s'assurer que personne ne les aidera dans leur clandestinité. Affaire à suivre !

Signez la pétition contre la criminalisation de l'aide aux sans-papiers sur le site <http://www.cncd.be/>

Passez à l'église Saint-Bonniface à Ixelles, les sans-papiers, ont besoin de nourriture, médicaments, de produits ménager... et surtout de votre présence.

Manifestation nationale le 25 février

Départ 14 h de la Gare du Midi à Bruxelles

Aucun être humain n'est illégal ! Brisons les frontières ! Solidarité !

Hors-service

Le conflit autour du « Pacte entre les générations » destiné à repousser l'âge de la prépension au-delà des 60 ans s'est à peine achevé (avec l'abandon des syndicats) que le patronat remonte déjà sur le ring. Un cadeau d'un milliard de réduction de charges, sans obligation de créer des emplois, ne semble pas suffire à la FEB. Les négociations interprofessionnelles s'annoncent musclées. La nouvelle version de la « Stratégie 2010 », le plan économique de la FEB, prône la limitation des allocations de chômage à 4 ans. Autres exigences patronales : une baisse des cotisations sociales de 11 milliards d'euros en 5 ans ; la fin de l'indexation automatique des salaires. Et « *l'allongement du temps de travail sans modification du salaire.* »

Le 27 décembre, Rudi Thomaes, administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) a annoncé que « *30.000 fonctionnaires devraient disparaître dans les 5 ans à venir, aux niveaux fédéral, des régions et communautés, des pouvoirs locaux.* » La déclaration de Thomaes est pour le moins violente. Si des travailleurs annonçaient qu'il y a 30.000 patrons de trop, ils seraient vertement reçus...

L'objectif affiché est d'économiser entre 7 et 8 milliards qui pourraient être utilisés pour diminuer les coûts salariaux du secteur privé, ainsi capables d'embaucher. Et encore un cadeau ? Mais concrètement... ? Concrètement, les 30.000 fonctionnaires atterriront sur le marché de l'emploi, augmentant du même coup la concurrence entre les travailleurs. Tout bénéfice pour les patrons qui pourront dans le même geste augmenter la pression sur les salaires et les conditions de travail. Dans la langue patronale de Thomaes, ça se traduit ainsi : « *D'ici 2010 les 30.000 fonctionnaires devraient passer dans le secteur privé.* » Ben, voyons.

Qu'on ne s'y méprenne pas : les libertaires ne défendent pas l'Etat ni son administration tentaculaire et kafkaïenne. Les libertaires se sont toujours prononcés en faveur de services publics autogérés par les travailleurs et les usagers, ainsi qu'en faveur du contrôle démocratique des délégués par mandats précis et révocables. Cependant... La déclaration de l'administrateur délégué de la FEB apparaît d'autant plus cynique lorsqu'on la met en parallèle avec le taux de pauvreté reconnu par l'Etat. Faut-il rappeler que 15 pour cent (pc) de la population belge vit sous le seuil de pauvreté ? Plus d'1,5 million de personnes vit ou plus exactement survit avec un revenu inférieur à 772 euros pour un isolé. Et l'on veut « fragiliser » financièrement 30.000 personnes de plus ? Inqualifiable.

Faut-il rappeler qu'en dix ans le nombre de personnes ayant dû se tourner vers les colis de la banque alimentaire a pratiquement doublé, pour atteindre 104.000 demandeurs en 2004 ? Faut-il souligner que fin 2004, rien qu'en Flandre, 2.251 familles ont été privées d'électricité, notamment suite à la libéralisation du marché ? La pauvreté s'étend et touche désormais aussi les travailleurs : 4 à 6 pc d'entre nous en sont victimes. Nouer les deux bouts s'avèrent de plus en plus compliqué. Travail précaire, flambée des loyers et simultanément manque cruel de logements sociaux (en Région bruxelloise, notamment) amplifient le phénomène.

Lors de la lutte contre le « Pacte entre les générations », certains ont tenté de diviser les travailleurs et ont notamment prétendu que les fonctionnaires n'étaient pas concernés. S'il le fallait, la nouvelle attaque de la FEB prouve le contraire. Parce qu'en exigeant la baisse de 11 milliards des cotisations sociales, la Stratégie de la FEB programme un appauvrissement des allocataires sociaux ; parce qu'en réclamant la fin de la liaison des salaires à l'index, elle implique un appauvrissement des travailleurs... ne nous laissons plus diviser. Défendons collectivement nos acquis. Investissons les syndicats et ne reculons plus.

Des emplois, il y en a ! Réduisons le temps de travail, pour améliorer nos conditions de vie et fournir des boulots à ceux qui en ont besoin. Ni Etat, ni patrons : autogestion ! Nous n'aurons que ce que nous prendrons.

[Pierre]

Les dockers à bon port

532 voix contre, 120 pour et 25 abstentions. Le 18 janvier, le Parlement européen a rejeté à une large majorité le projet de libéralisation des services portuaires. Les députés se sont alignés sur les revendications des dockers dont 7.000 d'entre eux ont bruyamment protesté deux jours plus tôt à Strasbourg sous les fenêtres du Parlement contre les plans de l'Union. Une belle victoire, donc.

Parallèlement à la manif, les dockers ont lutté à travers toute l'Europe. Ils se sont croisés les bras par milliers en Belgique, au Portugal, au Danemark en Suède et aux Pays-Bas. En Belgique, de Anvers à Zeebrugge, les arrêts de travail ont paralysé les ports. Nouvelle preuve que la grève est un outil fort de revendication.

Principale cible des dockers : un projet de directive destiné, comme il y a deux ans, à lancer le principe d'« auto assistance », autrement dit le droit pour un navire d'employer le personnel de bord pour charger ou

décharger les cargaisons. Pour les travailleurs du port, un tel texte menace directement les emplois de dockers, risque d'entraîner une pression à la baisse sur les salaires et la qualité de l'emploi ainsi qu'une dégradation de la sécurité au travail.

Si le risque de dumping social s'éloigne un peu du secteur, il n'est pas définitivement écarté. Le commissaire européen aux Transports Jacques Barrot a en effet déclaré le jour-même qu'il entend ne pas perdre de vue l'objectif que poursuivait la directive litigieuse. Officiellement, il s'agit « *d'aider les ports européens à répondre efficacement à l'augmentation du trafic maritime et au risque de saturation des capacités portuaires* ». Concrètement, comme l'a précisé M. Barrot, il s'agit « *d'encadrer et de rassurer les investisseurs.* » Quant à rassurer les travailleurs, c'est une autre paire de manches.

Face à l'Europe libérale, construisons la solidarité internationale. Plus que jamais, résister c'est créer.

[Alice]

En avant s'il n'y a pas d'avance !

ROYAUME-UNI ~ SOURIEZ VOUS ÊTES FICHÉS. Dès mars prochain, des millions de caméras de surveillance mises en place enregistreront et stockeront le moindre trajet du moindre véhicule britannique. Les données de 35 millions de véhicules, leurs déplacements et leurs horaires seront mis en mémoire pour au moins deux ans dans une base de données reliée à l'ordinateur central de la police. British nonsense, isn't it ?

RUSSIE ~ LE GAZ ET LA PRESSION. L'État russe vient de demander à l'entreprise d'exploitation de gaz Gazprom, dont il détient 51 % du capital, d'interrompre ses livraisons à l'Ukraine. Ce voisin révolutionnaire avait eu l'audace de refuser une hausse des tarifs de plus de 350 % (de 50 dollars à 230 dollars pour 1 000 m3 de gaz naturel). Idem pour les pays qui cherchent à s'émanciper de la tutelle de Moscou, la Géorgie ou l'Azerbaïdjan qui paient leur indépendance politique au prix fort. Par contre, Gazprom continue de vendre son gaz à 47 dollars à la fidèle et autoritaire Biélorussie. Poutine utilise l'économie comme une arme au service de la puissance d'État pour ses intérêts géostratégiques. L'Europe occidentale est tentée de se taire, de peur de manquer de gaz. Les Tchétchènes s'en réjouissent.

BELGIQUE. CRÈCHE ~ DES NOUVELLES DE NOTRE FUTUR. Sous prétexte de rassurer les parents qui lui confie leur enfant, Anouk Lorie veut placer des webcam dans la crèche qu'elle dirige à Braine-l'Alleud. Ingérence dans la vie privée des enfants, flicage par les parents, modification du comportement des puéricultrices, extension

du contrôle social permanent et on en passe... Le télé-domptage des individus s'enseigne dès l'enfance. Bientôt sur vos écrans « *Mamy et Papy sont-ils bien sages à la Pension des Mimosas ?* » L'Office de la naissance et de l'enfance s'oppose à toute cybercrèche. La résistance au cyber-flicage passe par tous et partout !

EXPOSITION ~ L'ANARCHISME EN VITRINE. L'Université libre de Bruxelles héberge en ses locaux, l'exposition du Mundaneum, « *l'Anarchisme à la Une* » du 13 janvier au 18 février. Pour une fois qu'elle accueille les idées libertaires... D'habitude, c'est plutôt une tradition pour les autorités académiques de les exclure. Que ce soit du corps professoral comme ce fut le cas en 1893 pour le géographe de renom Elisé Reclus ou plus récemment, pour les occupants du foyer autogéré avec l'aide des forces de polices. Pour d'aucuns, l'anarchisme est une belle idée... tant qu'il reste dans le formol.

ECONOMIE ~ LES MARCHANDS DE CANONS DU MR. Le sénat vote l'interdiction de la fabrication de bombe à fragmentation (bombe qui tuent principalement des civils). Pour les libéraux du Mouvement réformateur, ce serait priver l'économie belge de rentrées financières. Le député Denis Robert regrettrait quant à lui, dans les journaux de la chaîne de télévision nationale : « *Si la Belgique ne le fait pas, quelqu'un d'autre le fera à sa place, et le fera probablement moins bien.* » Ah mais, c'est qu'on aime le travail bien fait chez nouzaut's... Tant qu'à faire dans l'immoral, avec les raisonnements dégueulasses, pourquoi donc ne pas sortir un plan de

relance économique qui permettrait, pourquoi pas, la vente d'armes nucléaires, l'entreposage des déchets toxiques à ciel ouvert, le trafic d'organes, la traite d'êtres humains... Quand enfin se lèvera-t-on contre tous ces marchands de canons et leurs complices pour leur perpétuel crime contre l'humanité ?

FRANCE ~ SOLUTION AU CHOMAGE ? Serge Tchuruk, PDG du géant français de la communication, Alcatel : « *Nous souhaitons être très bientôt une entreprise sans usine.* » Tiens tiens, et si les employés souhaitaient plutôt une usine sans patron ?

PAYS-BAS ~ L'EUROPE POURSUIT SA DÉRIVE VERS L'ULTRA-DROITE BODY-BUILDÉE. Pour la nouvelle attaque contre les libertés individuelles, c'est Rita Verdonk qui s'y colle. La ministre néerlandaise en charge des Etrangers et de l'Intégration prône la mise en place d'un code de conduite pour tous ces concitoyens. Y figure notamment l'obligation faite aux « étrangers » de parler néerlandais en rue... Verdonk entend ainsi déterminer « *ce qu'est l'identité néerlandaise.* » Insidieusement émerge une définition fermée et immuable de la société. Le dressage de la population s'installe via le langage. Le domptage par le corps n'est plus très loin. Gauche-droite, gauche-droite... Etrangers à tous les Etats, unissons-nous ! Et métißons les mots de la résistance. « Rezistanco », comme l'on dit dans cette langue internationale qu'est l'espéranto.

Présidentielles biélorusses, le régime autoritaire resserre l'étau

Le 19 mars 2006, des élections présidentielles se tiendront en Biélorussie, ex-république soviétique de 10 millions d'habitants. L'actuel président Alexandre Loukachenko, fidèle allié de Vladimir Poutine, compte y briguer un troisième mandat à la tête du pays qu'il dirige d'une main de fer depuis 1994. Sa candidature à la présidence intervient après qu'il ait obtenu, lors d'un référendum contesté en 2004, la possibilité d'une reconduction indéfinie de son pouvoir.

Loukachenko semble craindre une contagion de la « révolution orange » qui a secoué l'Ukraine voisine. Un séisme politique a cependant peu de chance de voir le jour. Le régime biélorusse a une nouvelle fois reçu en décembre 2005 l'appui de Moscou, qui pratique à son égard des tarifs gaziers préférentiels depuis des années. Par ailleurs, la contestation a bien du mal à se faire entendre vu l'absence de relais dans les médias et le climat d'intimidation qui règne à l'approche des présidentielles.

Ainsi, le 2 décembre, la Chambre des représentants biélorusse a approuvé en première lecture des amendements au Code pénal, augmentant la responsabilité pour des « *actions contre la sécurité personnelle et publique* », comme le rapporte la Fédération anarchiste de Biélorussie (FAB), adhérente depuis octobre 2005 à l'Internationale des fédérations anarchistes.

Un des amendements stipule par exemple que « *l'organisation d'activités ou la participation aux activités d'organismes dont le gouvernement a exigé leur cessation d'activité ou leur dissolution sera punie de six mois d'arrestation à deux ans d'emprisonnement. L'amnistie sera accordée à ceux qui cesseront volontairement de participer à de tels organismes et le signaleront aux services appropriés du gouvernement.* »

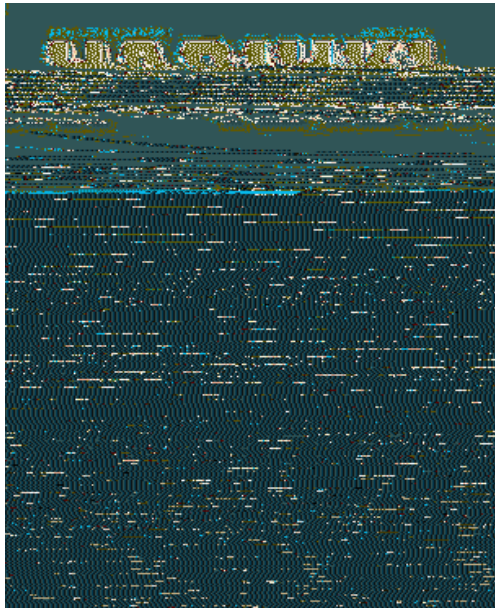
La censure a également été introduite « *en ce qui concerne l'analyse de la situation du pays.* » La FAB

explique que « *les appels adressé aux pays étrangers, à des organisations étrangères ou internationales, au préjudice de la sécurité externe de la Biélorussie, de sa souveraineté ou de son intégrité territoriale, aussi bien que la distribution de matériaux contenant de tels appels, sont punis d'une arrestation de six mois à un à trois ans. Si ces appels sont diffusés via la presse la peine s'élève jusqu'à deux à cinq ans d'emprisonnement.* » Signalons également que le journal satirique anarchiste Navinki est interdit depuis plusieurs années mais poursuit illégalement sa parution. Une vingtaine d'autres journaux ont également étéfermés. Sans parler de l'enfermement des leaders de l'opposition.

Le Code pénal est également amplifié d'un nouvel article intitulé « *Discrédit de la République de Belarus* ». Ce dernier stipule, selon la FAB, que « *fournir délibérément des informations fausses à un Etat étranger, à une organisation étrangère ou internationale sur la situation politique, économique,*

sociale, militaire ou internationale de la République biélorusse » sera puni de six mois d'arrestation à deux ans d'emprisonnement.

Comme l'expliquent les libertaires biélorusses, « *les autorités essaient d'empêcher toutes les actions de protestation non autorisées par des menaces d'emprisonnement. Et le plus important, elles tentent d'empêcher l'organisation de manifestations massives contre la falsification probable des résultats électoraux de mars 2006, des manifestations qui pourraient déboucher sur une soi-disant révolution.* »



Une des dernières couvertures de Navinki Magazine

Une révolution, probablement pas. Une avancée démocratique, peut-être. Face au dirigisme autoritaire de Loukachenko, le candidat de l'opposition pour les élections, Alexandre Milinkevitch, professeur de physique engagé au sein des ONG, prône « *la fin de l'isolement, un retour à l'Europe et la transition vers la démocratie.* » Un point de vue que Milinkevitch défend sur les télévisions lituanienne, polonaise, ukrainienne et russe afin de toucher les habitants des régions frontalières. Les libertaires de la FAB sont sceptiques : « *Les Biélorusses qui veulent changer la situation du pays ont seulement droit à des conversations de « cuisine » et à de douces pensées « criminelles », si ils ne croient pas que les élections modifieront la situation.* »

« *L'opposition bourgeoise n'est pas capable de peser de façon sérieuse contre la dictature, car ses mots d'ordre ne sont pas populaires* », déclaraient des membres de la Fédération anarchiste biélorusse lors d'une interview accordée au Monde libertaire en novembre 1997. « *C'est seulement un mouvement de masse qui pourra en finir avec la dictature. Ce mouvement doit lutter pour la liberté et pour la justice sociale. Et la seule organisation à défendre la lutte de classes sur des bases autogestionnaires, c'est la Fédération anarchiste de Biélorussie. Notre organisation fait partie de celles qui s'opposent le plus activement au régime. La répression se renforce et notre travail devient de plus en plus difficile. Nous espérons que le fascisme en Biélorussie sera bientôt liquidé, que nous jouerons un rôle important dans cette lutte et que nous créerons les conditions d'une révolution sociale.* »

Sources :
Le Monde libertaire, novembre 1997
Le Monde du 11 janvier 2006
Libération du 21 janvier 2006
www.navinki.net ; www.anarkismo.net

Vatican - Première encyclique de Benoît XVI

« *Deus Caritas est* » (Dieu est amour). Tel est le titre de la première encyclique du pape Benoît XVI sur « l'amour chrétien ». La brochure de 45 pages, destinée à tous les membres de l'Eglise catholique, a été publiée ce mercredi 25 janvier. En employant les mots « amour » et « charité », l'ancien gardien de la doctrine espère effacer l'image de Grand Inquisiteur qui lui colle à la soutane depuis son élection en avril 2005. Et pourtant...

Selon Benoît XVI, l'éros doit être « discipliné » et épuré. Rien de neuf à sous le ciel de Rome, donc, où le pape s'en prend au caractère prétendument « *trompeur* » de l'amour lorsqu'il est « *rabaissé au simple sexe* », au domaine « *purement biologique.* » Il affirme que la doctrine chrétienne a toujours dit que l'amour doit tendre à la fusion du corps et de l'esprit dans le mariage, où l'homme et la femme réalisent leur « *destinée profonde* ». En filigrane, le couple hétérosexuel est une nouvelle fois présenté comme but ultime et valeur indépassable. Ratzinger ne perd jamais une occasion de réaffirmer clairement les positions de l'Église catholique sur des thèmes brûlants d'actualité tels que la conception de la famille et l'autodétermination des individus.

En somme, le pape continue sa croisade permanente contre l'humanité.

Si, dans cette première encyclique, le souverain pontife reconnaît du bout des lèvres « *une certaine vérité* » aux critiques marxistes contre la charité chrétienne, en admettant que l'Eglise a réalisé « *avec lenteur* » (doux euphémisme) les nécessités de l'action en faveur de la justice sociale, il a cependant récemment attaqué l'expérimentation de la pilule abortive RU486, entreprise dans quelques hôpitaux toscans. La conception vaticane de la justice ne concerne manifestement pas les femmes, à qui le Vatican interdit l'interruption volontaire de grossesse et qu'il culpabilise inutilement.

Dans son encyclique, le pape rappelle les grandes règles de l'action caritative : l'Eglise doit être « *indépendante des partis et des idéologies* » et

rejeter tout « *prosélytisme* ». Pourtant, Ratzinger et, de manière générale, l'Eglise ne cessent d'intervenir dans le débat public. Le 12 janvier par exemple, le pape a condamné les unions homosexuelles et la pilule abortive. Et l'Eglise catholique italienne, en prévision des élections législatives qui se tiendront dans la péninsule le 9 avril, a quant à elle fait savoir au centre-gauche qu'elle combattrait toute tentative de reconnaissance de partenariat civil pour les couples hétérosexuels non mariés et les couples homosexuels.

La pièce qui se joue est dramatique, parce qu'elle se joue réellement sur le corps de chacun d'entre nous.

C'est une question de genre, mais pas seulement. Nous devons par exemple combattre l'attaque misogyne contre l'autodétermination des femmes (un vieux cheval de bataille de l'obscurantisme catholique) en ayant conscience qu'il ne s'agit pas d'un problème exclusivement féminin. Le projet de domination sur la famille est avant tout la volonté de dominer chaque individu.

Le 14 janvier, des manifestations massives ont d'ailleurs eu lieu à Rome et à Milan pour défendre la loi 194 qui reconnaît le droit d'avorter et pour promouvoir la reconnaissance et la tutelle juridique des unions de fait. En Italie, malgré tout, il y a encore une conscience populaire vivante, qui sait résister aux attaques des réactionnaires des hiérarchies ecclésiastiques.

Plus encore, Ratzinger affirme dans son encyclique : « *Nous n'avons pas besoin d'un Etat qui régente et domine tout, mais au contraire d'un Etat qui reconnaisse généreusement et qui soutienne, dans la ligne du principe de subsidiarité, les initiatives qui naissent des différentes forces sociales et qui associent spontanéité et proximité avec les hommes ayant besoin d'aide* ». A première vue, on pourrait percevoir ici une approbation des mouvements altermondialistes par Ratzinger. Dans ce cas, il méconnaît l'essence des mouvements alter qui aspirent à agir en dehors de l'Etat et en toute indépendance. Il s'agit probablement de toute autre chose... Le pape demande en effet aux Etats de soutenir les forces sociales et s'empresse d'ajouter que « *l'Eglise est une de ces forces vives.* » Des interférences entre l'Eglise et de l'Etat sont à

craindre, d'autant plus que, selon Benoît XVI, l'Eglise « *veut servir la formation des consciences dans le domaine politique et contribuer à faire grandir la perception des véritables exigences de la justice.* » C'est une conception de la séparation Eglise-Etat pour le moins ambiguë, comme le révèle aussi cette autre phrase : « *Les deux sphères sont distinctes, mais toujours en relation de réciprocité.* » Epinglons au passage les termes « *véritables exigences* »... l'Eglise détiendrait-elle la Vérité unique ?

L'Église ne veut pas défendre la vie, mais elle veut créer une non-vie qui soit assimilable à son modèle homogène et contrôlable. La criminalisation du droit d'avorter est un acte terroriste dont l'objectif est d'assimiler les partisans de l'article 194 à de cruels bouchers.

De la même manière, l'opposition papale à la tutelle juridique des couples de fait (qu'ils soient hétéro ou homosexuels) est le symptôme d'une volonté destructrice, qui veut unbiquement humilier les individus dans leurs désirs, dans leur vitalité, dans leur charge humaine.

Lutter contre la pieuvre vaticane en se limitant à la défense juste des acquis par les moyens législatifs serait absolument réducteur. À la croisade catholique, il faut répondre en relançant un engagement anticlérical plus fort afin de démasquer les dangers de ce pouvoir politique et religieux qui voudrait nous faire retomber dans un moyen âge de brutalité et d'ignorance.

Contre la culture de la douleur à tout prix, contre celle de la culpabilité et des expiations physiques de « *péchés ataviques* », il est nécessaire de réaffirmer l'incontrôlable énergie de la volonté, de la liberté, de la maîtrise de soi. Ce que l'Église redoute, c'est : une femme ou un homme absolument responsable, capable de gérer son existence et ses choix. Et ceci vaut pour toute institution religieuse, sous n'importe quelle latitude et avec n'importe quel dieu.

[Julien Lepetit]

Sources :
Umanita Nova du 22 janvier 2006
La Libre Belgique du 25 janvier 2006
Encyclique Deus est caritas du 25 janvier 2006
www.bellacio.org

Victoire juridique des faucheurs à Orléans La biodiversité stérilisée

Le 9 décembre, le tribunal correctionnel d'Orléans et le 13 janvier, le tribunal de Versailles ont relaxé les prévenus poursuivis pour fauchage de maïs transgénique Monsanto en 2004.

Le tribunal a reconnu « *l'état de nécessité* » de l'action de fauchage résultant des risques de dissémination de gènes provenant de plantes OGM.

Juridiquement, les OGM sont devenus anticonstitutionnels et l'industrie transgénique, reconnu officiellement illégale, s'expose désormais à des sanctions. L'Etat, demeuré faible et lâche jusqu'à maintenant en se rangeant plutôt du coté des industries transgéniques (ou de la libérale europe), se voit désormais contraint à prendre position.

Les autres pays européens suivent déjà cette prudence réclamée depuis des années par des collectifs ou individus engagés. L'Autriche a interdit les cultures transgéniques dès 1997. L'Allemagne rejette totalement la responsabilité aux producteurs et cultivateurs d'OGM en cas de contamination. L'Italie impose un moratoire jusque fin 2005. La Suisse vient de voter un moratoire de

5 ans. Et le Danemark a créé un fond d'assurance en cas de contamination.

Dans un texte publié par Le Monde, les faucheurs relaxés expliquent que « *dorénavant, il y a un droit de détruire pour chaque citoyen et un devoir d'interdire pour l'Etat.* » Et ils finissent en exigeant « *la création d'un fonds d'indemnisation pour les contaminations avérées, une réorientation citoyenne des crédits de recherche, l'interdiction de toute mise en culture d'OGM et la neutralisation des cultures existantes, enfin l'organisation dans les mois qui viennent d'un référendum national sur la question des OGM.* »

Remarquons que si les raisons de l'interdiction sont écologiques (pollution génétique), jamais le rouleau compresseur de la privatisation néolibérale n'a été mis en cause. L'Etat, la justice, le capitalisme et la propriété marchent toujours main dans la main. Or la privatisation du vivant est sans aucun doute le principal problème causé par les OGM. Malgré tout, la lutte anticapitaliste a trouvé dans l'écologie une excellente alliée, en voici un bel exemple.

[espé]

Soutenez Kokopelli, signez la pétition en ligne sur le site <http://www.kokopelli.asso.fr/>

Morales : la Bolivie sans voix

Le 18 décembre, Evo Morales a accédé à la présidence de la Bolivie. Son élection a confirmé le basculement à gauche de l’Amérique latine. Mais est-ce une avancée pour les mouvements sociaux ?

Evo Morales est maintenant Président de la Bolivie... En 1983, Morales s’est installé avec toute sa famille dans le Chapare où se cultive la feuille de coca. C’est là que commencera sa fulgurante carrière syndicale et politique, il deviendra secrétaire général de la Fédération des Producteurs de Coca du Département de Cochabamba. En 1995, il participe à la création du parti politique MAS-IPSP (Mouvement Au Socialisme - Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples) et en 1997 il sera élu député grâce aux votes des cultivateurs de la coca. Aux élections de juin 2002, avec le MAS, Evo frôle la présidence et se profilera désormais comme la bête noire des USA en Bolivie et taxé par la même occasion de narco-traficant, terroriste, guérillero, etc. Evo Président depuis décembre dernier, la Bolivie intègre l’axe du Mal.

La portée symbolique du « premier indien Président » est très forte pour le peuple bolivien. Mais avant d’en arriver là, Evo Morales a gardé un discours certes radical, mais ambigu en ce qui concerne les hydrocarbures, histoire de ne pas choquer les investisseurs étrangers.

Des poignées de mains aux poings liés ?

Aujourd’hui, Morales doit compter avec un pays ruiné par les ajustements structurels des années ’80, qui ont fait sombrer l’économie nationale, la laissant dépendante des caprices des intérêts multinationaux et de ses investisseurs. Evo Morales ne pourra pas compter sans les investissements étrangers et sa venue en Europe a eu pour principal objectif de rassurer les intérêts du secteur européen des hydrocarbures : pas d’expropriation des entreprises présentes... « *Il y aura une petite modification* » des contrats existants, une nationalisation des ressources en hydrocarbures en concertation avec les entreprises multinationales présentes dans le pays. Mais l’Etat bolivien sévira désormais contre les entreprises « *contrabandistas* » et les nouveaux contrats seront débattus au Congrès National. « *La sécurité juridique est une question fondamentale. C’est un pays qui a besoin de l’argent étranger, des investissements étrangers* », a déclaré M. Solana après un entretien avec Evo Morales à Bruxelles. Quand les intérêts financiers se rencontrent...

Chavez et Castro ont eux aussi bien cerné leur intérêt. La Bolivie dispose des plus grandes réserves d’hydrocarbures de toute l’Amérique latine après le Vénézuéla, mais elle n’est matériellement pas capable de les raffiner. Pas de problème... Morales peut désormais compter sur le gouvernement de Chavez, qui, en échange de produits agricoles, est prêt à subvenir aux besoins

énergétiques de la Bolivie, soit un équivalent de 150 mille barils mensuels de diesel (valant 150 millions de dollars US). Quand l’aide reçue se change en dépendance...

De son côté, Cuba enverra des professionnels de la santé volontaires et donnera son appui pour lutter contre l’analphabétisme. Quand l’aide donnée se change en domination...

Cuba et le Vénézuéla aident aussi matériellement Evo Morales pour son voyage de présentation aux leaders mondiaux. « *Nous sommes ici pour nous joindre à cette lutte contre le néolibéralisme et l’impérialisme* », a déclaré Evo Morales lors de sa visite au Vénézuéla. Quand l’accès au pouvoir rend aveugle...

Cette alliance des gauches déplaît à Washington. Mais il y a d’autres couacs. Les Etats-Unis ne veulent plus voir pousser une seule feuille de coca en Bolivie. Cependant Morales a déjà déclaré qu’il ne suivrait pas la politique de « coca zéro » des précédents gouvernements et compte continuer à défendre les intérêts des cultivateurs de la feuille de coca destiné à l’usage traditionnel en Bolivie. « *Si la coca est légale pour Coca-cola, pourquoi ne serait-elle pas légale pour les usages traditionnels en Bolivie ?* » A cette revendication de Morales en ajoute un autre : chaque famille qui cultive la coca puisse avoir droit à 16 mètres carrés de surface cultivée. La feuille de coca en tant que telle n’est pas une drogue et ses différentes propriétés sont déjà exploitées par les industries pharmaceutiques, Evo Morales veut faire changer le statut de la feuille de coca auprès de la OEA. C’est ce qui pourrait créer le plus de tensions au niveau international et en particulier avec le gouvernement US qui, sous prétexte de lutte anti-narcotique, arrive à créer une dépendance sous forme de chantage.

Morales et les mouvements sociaux

Un des chevaux de bataille du MAS : la création de l’Assemblée Constituante, qui devrait représenter les différents secteurs de la population bolivienne dans une instance politique. Mais le MAS restera-t-il lui-même uni, dans l’exercice du pouvoir ? Car le MAS est un parti hétéroclite... Dans une politique de préparation des élections de 2005, il a recruté à tour de bras : depuis les secteurs populaires (indigénistes, cultivateurs de la feuille de coca, syndicalistes, ouvrier, sans-emploi) jusqu’aux nombreux membres d’anciens partis populistes... Des tensions en perspective...

D’autres sources importantes de tension potentielle avec le gouvernement d’Evo Morales résident dans les aspirations sécessionnistes de certaines régions du pays : Tarija avec le gaz, Santa-Cruz avec les entrepreneurs, les Aymaras avec leur territoire traditionnel d’origine... Il sera difficile pour le nouveau président d’incarner

la Bolivie dans sa globalité et sa complexité. Il n’est d’ailleurs pas à l’image de l’élite économique, moteur du pays, qui ne voit pas d’un bon oeil l’arrivée de cet « *indio* » aux commandes du pays. Ce qui est certain, c’est que plusieurs secteurs des mouvements sociaux l’attendent au tournant si leurs aspirations au changement ne se réalisent pas.

De l’apaisement au musèlement

L’élection d’Evo Morales à la tête du pouvoir n’est que l’expression tardive d’une volonté populaire de changement radical. Quoique Tuto Quiroga, son rival direct, candidat de la droite aux élections ait déclaré après le scrutin qu’une « *Bolivie nouvelle venait de naître* », le Caudillo mènera-t-il idyliquement son peuple vers de meilleures conditions ?

L’arrivée au pouvoir de ce leader des mouvements sociaux converti en politicien devrait, il est vrai, marquer la fin de la répression sanglante des révoltes violentes, qui dure depuis 2000. Mais le changement radical de politique attendu par le peuple bolivien se fera-t-il à partir de l’Etat ou est-ce qu’il continuera à être mené par les mouvements sociaux ?

Les partisans de l’Etat y voient une possibilité de centraliser et de faire converger les énergies, les forces et les revendications des multiples mouvements sociaux, puisque le MAS, parti hétéroclite issu des bases, formerait avant tout une coalition de mouvements sociaux qui a élargi son action à la sphère électorale. Par ailleurs, ils estiment que l’accès d’un indien au pouvoir présidentiel est hautement symbolique dans ce pays où 74 pour cent de la population est indienne, trop souvent exclue de la sphère politique. Enfin, selon les étatistes, dans ce pays très divisé, l’Etat pourrait maintenir l’unité nationale face aux souhaits d’autonomie de certains régions.

En revanche, les partisans des mouvements sociaux considèrent que l’Etat, avec ou sans le MAS, continuera à se borner à gérer le pouvoir au lieu d’appuyer les revendications qui l’y ont amené, sans procéder à aucun changement politique conséquent. De plus, l’arrivée au pouvoir du MAS serait une manière de calmer les mouvements sociaux qui se sont révélés déterminants lors des dernières décisions politiques importantes, ces mouvements sociaux se sont d’ailleurs développés en marge de l’Etat.

Avec ou sans Indien au pouvoir, l’Etat est l’Etat et les changements ne seront jamais profonds.

[Louis et Valéria Jazz]

Dans la poche gauche

Normand Baillargeon, *Éducation et liberté, Tome I, 1793-1918*, éd. Lux, 2005, 400 p., +/- 23 euros. La problématique de l’éducation a, de manière remarquablement constante, occupé une place prépondérante dans les réflexions et les pratiques du mouvement anarchiste. Mais sitôt que l’on sort des milieux militants, ce vaste et riche héritage demeure en général très méconnu, quand ce n’est pas complètement ignoré. Une des ambitions de la présente anthologie, qui réunit des textes importants de la tradition anarchiste en éducation et dont certains étaient devenus difficilement accessibles, est d’inviter à découvrir cette tradition de pensée sur l’éducation, trop injustement oubliée.

Réfractions, *Privés, publics, communs, quels services ?*, hiver 2005, n°15, 144 p., 12 euros. Le dossier de ce numéro réfléchit à la question des services publics, tant dans la société actuelle que dans le projet anarchiste. Entre le secteur public financé et garanti par l’État social et la privatisation à outrance, y a-t-il des alternatives, des propositions de luttes, des utopies à vivre ? Comment à la fois défendre les droits des sans-droits, nos droits de travailleurs et de citovens ou d’habitants, et militer pour un monde sans frontières et sans argent ?

Florence Miettaux et Gregory Mouret, *A l’épreuve du réel. L’expérience du VAAAG*, DVD-film, coéd. No Pasaran - Monde libertaire, 2005, 56 min., 8 euros. En 2003, lors de la tenue du G8 à Evian, les réseaux libertaires ont tenté d’initier une démarche militante nouvelle dans le cadre des contestations de la mondialisation capitaliste, reposant sur une mise en pratique des conceptions libertaires des rapports sociaux. Autonomie, démocratie directe, auto-organisation sont les bases sur lesquelles s’est construit le VAAAG, le Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerres.

Ces ouvrages sont notamment disponibles à la LIBRAIRIE ADEN, 44 rue Antoine Bréart à 1060 Bruxelles ainsi qu’à la LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE, 145 rue Amelot à 75011 Paris.

Presse libertaire d’ici et de là

LE MONDE LIBERTAIRE, hebdomadaire de la Fédération anarchiste. <http://monde-libertaire.info> ou 145 rue Amelot à 75011 Paris.

UMANITA’ NOVA, hebdomadaire de la Fédération anarchiste italienne. <http://federazioneanarchica.org> ou c/o Federazione anarchica Torinese : C.so Palermo 46 à 10152 Torino.

DIAGONAL, bimensuel hispanophone d’actualité critique. <http://diagonalperiodico.net> ou Apdo.14.409 à 28080 Madrid.

FREEDOM, bimensuel anglophone d’analyses anarchistes. <http://freedompress.org.uk> ou 84b Whitechapel High Street à London E1 7QX.

DE NAR, mensuel néerlandophone d’action anarchiste. Gratuit. <http://denar.be> ou p/a Patriottenstraat 27 à 2600 Berchem.

NO PASARAN, mensuel du réseau antifasciste No Pasaran. <http://nopasaran.samizdat.net> ou 21ter rue Voltaire à 75011 Paris.

CQFD, mensuel de critique sociale. <http://cequifautdestruire.org> ou BP 70054 à 13192 Marseille.

LE PLAN B, nouveau bimestriel délicieux de critique des médias et d’enquêtes sociales. <http://leplanb.org> ou 10 rue des Haies, 75020 Paris (n°1 le 10 Mars).

OFFENSIVE, trimestriel d’Offensive libertaire et sociale. <http://offensive.samizdat.net> ou 61 rue Consolat à 13001 Marseille.

Ces journaux sont disponibles notamment à la LIBRAIRIE ADEN et à la LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE.

Un exemplaire gratuit du *Monde libertaire* et d’A voix autre vous seront envoyés sur simple demande.

L’INFO AU QUOTIDIEN

[HTTP://AINFOS.CA](http://ainfos.ca), agence internationale d’actualité par, pour et au sujet des anarchistes.

[HTTP://ENDEHORS.ORG](http://endehors.org), quotidien francophone anarchiste en ligne.

[HTTP://MOUVEMENTS.BE](http://mouvements.be), portail de l’info alternative.

SUR LES ONDES LIBÉRÉES

RADIO LIBERTAIRE, sur 89,4 FM à Paris et, en direct, sur <http://dune2.info:5000/radiolib.m3u>.

RADIO AIR LIBRE, sur 87,7 FM à Bruxelles. « Passe-Muraille », émission sur la prison, tous les dimanches à 18h00.



Violence d’Etat au Swaziland

Au Swaziland, pays frontalier de l’Afrique du Sud, c’est dans un climat tendu que se préparait, pour ce 21 janvier, la journée de la jeunesse. Cette manifestation déjà traditionnellement marquée par de violentes répressions policières tombe en plein procès politique. Dans cette monarchie absolue, qui vit sous le régime de l’état d’urgence depuis 1973, tout parti politique est toujours interdit, les arrestations et tortures sont fréquentes et mènent parfois à la mort. Un mouvement d’opposition grandit et s’organise principalement depuis l’Afrique du Sud. Ainsi, 16 militants du PUDEMO, le mouvement démocratique uni des peuples sont accusés de haute trahison et de tentative de meurtre pour avoir semble-t-il lancé, l’année dernière, des cocktails Molotov contre des tribunaux et le domicile de différentes personnalités au pouvoir. Ils risquent la peine de mort ou l’emprisonnement à vie

Si dans un premier temps, ces actions avaient été attribués au seul groupe révolutionnaire du pays, la Fédération anarcho-communiste de Zabalaza (ZACF), celle-ci a démenti ces accusations rappelant que la ZACF a unanimement rejeté le terrorisme comme méthode de mobilisation populaire de masse. La ZACF, opposée aux avant-gardes, est consciente, comme la majorité des anarchistes, que quelques personnes isolées sont insuffisantes pour changer le système et constituent une solution anti-démocratique en comparaison à une action de masse.

Il semblerait, toutefois, qu’il n’y ait pas non plus réellement de preuves contre les accusés et que le procès ne soit qu’une tentative de plus du régime autoritaire et corrompu (que certains considèrent moribon) pour réprimer, voire supprimer, ses principaux opposants.

Dans tout les cas, que les accusés aient commis ou non ces actions, la Fédération anarcho-communiste soutient le mouvement pro-démocratique PUDEMO au Swaziland. Il réclame avec lui l’amnistie générale de tous les prisonniers politiques et la liberté d’association et de parole. Plus encore, il agit aussi pour que les militants dépassent leurs revendications habituelles et s’impliquent d’avantage dans la destruction totale de l’Etat pour son remplacement par une démocratie directe ou des assemblées populaires décentralisées dans laquelle la classe ouvrière, les pauvres et la paysannerie puissent réellement s’exprimer.

Un appel à la solidarité internationale pour réclamer la libération des 16 militants incarcérés a été lancé pour que, partout dans le monde, des individus et des organisations fassent pression que ce soit sous forme de lettres, de pétitions, voire de manifestations, auprès des autorités du Swaziland mais aussi de l’Afrique du Sud et de la Grande-Bretagne, en raison de leurs relations privilégiées avec cet Etat.

I.N.

Source : www.fr.allafrica.com - www.zabalaza.net - www.anarkismo.net

Contre toutes les guerres

Le 18 mars 2006 aura lieu la nouvelle Journée d’action internationale des anarchistes. Cette initiative de l’Internationale des fédérations anarchistes (IFA) vise à rassembler celles et ceux qui s’insurgent et luttent contre le militarisme à tout les niveaux de la société. Des initiatives locales sont à construire, pour cette date qui, il y a 3 ans, à marquer l’entrée en gueurre contre l’Irak, et qui doit ne pas passée inaperçu. Mais la gueurre de terrain n’est pas la seule en cause : nos vies sont envahies par la présence de force armée, entre soldats bardés de fer dans les gares, police ferroviaire encline au zèle, caméras de surveillance à peine dissimulées, policiers arborant matraque dans certains établissements scolaires, etc. En 2006, la question de la construction de la paix dans le monde est plus que jamais d’actualité. Les armées, bras armés des Etats, aidées par des médias complices du désordre mondial, sévissent toujours. Sous couvert de défense des droits humains, de lutte pour la démocratie ou contre le terrorisme, les Etats du monde entier continuent de planifier et perpétrer des crimes inimaginables contre les populations et l’environnement. A l’intérieur de leurs propres frontières, les armées parasitent les budgets sociaux, médicaux et éducatifs ainsi que les financements et les compétences de la recherche. Une affiche de l’IFA sera notamment disponible d’ici peu sur le site du groupe bruxellois de la Fédération anarchiste. www.ici-et-maintenant.org [Renaud]

Une farce pacifiste devant le juge

Le lundi 2 janvier, le « Comité de surveillance de l’Otan » a écrit au ministre des affaires étrangères Karel De Gucht pour lui demander de « *renoncer à ses poursuites injustifiées* » lancées après à l’action menée le 24 novembre dernier au siège des Affaires étrangères par des membres de Bosmpotting, une association qui milite en faveur du désarmement nucléaire et le retrait des armes nucléaires de Belgique. Greenpeace Belgique et la CNA PD (Coordination nationale d’action pour la paix et la démocratie) soutiennent également l’asbl Bomspotting. Des parlementaires ont même questionné des ministres. Mais… la plainte déposée par De Gucht ne sera pas retirée. D’ailleurs, un juge d’instruction est déjà saisi du dossier.

Pour rappel, le soir du 1er décembre, un membre de Bomspotting a fait l’objet d’une

arrestation judiciaire et a été inculpé de « *faux en écriture et usage de faux, faux en informatique et usage de faux, association de malfaiteurs et immixtion dans des fonctions publiques.* » Plutôt lourd…

Alors que s’est-il passé pour en arriver là ? Au départ une action ludique destinée à attirer l’attention: le 24 novembre dernier, un groupe de Bombe-spotters a mené une action symbolique au ministère des Affaires étrangères. Lors d’une conférence de presse tenue sur place, ils ont déclaré : « *Etant donné que le ministre De Gucht se rend lui-même inutile dans le débat sur les armes nucléaires, il est remplacé aujourd’hui pour une journée par un comité intérimaire qui place immédiatement le retrait des armes nucléaires et la suppression de armes nucléaires de la stratégie de l’OTAN à l’ordre du jour de l’OTAN.* Notification à ce sujet

a déjà été donnée aux ambassadeurs de nos alliés de l’OTAN. Ce changement de politique est rendu public via une conférence de presse au ministère des Affaires étrangères et via un site web spécialement adapté pour l’occasion. »

Les Bombe-spotters ont joint les actes à la parole et ont envoyé aux ambassadeurs des différents pays de l’OTAN un fax au nom du « comité intérimaire » annonçant que la Belgique souhaitait placer le retrait des armes nucléaires à l’agenda du prochain sommet de l’OTAN. Selon l’asbl, les Bombe-spotters ne faisaient rien d’autre que demander l’application des résolutions votées par la Chambre et le Sénat belges, qui demandent à notre gouvernement de prendre des initiatives en la matière. L’asbl Bomspotting et le Forum voor Vredesactie trouvent donc inacceptable qu’un Bombe-spotter soit arrêté et poursuivi pour avoir mis en pratique de manière ludique une demande du Parlement belge.

Affaire à suivre… Peut-être malheureusement devant les tribunaux.

[Louise]

Sources :
Le Soir du 4 janvier 2006
www.bomspotting.be

Pour l’anarchisme

A *VOIX AUTRE* a pour objectif de réfléchir aux idées libertaires et de proposer des activités pour les faire avancer dans notre société. Nous pensons que ce n’est qu’en essayant de susciter un esprit critique de la part des individus que l’on pourra, par la suite, élaborer un autre projet de société.

Nous pensons qu’une future société, plus libre et plus juste, devra s’appuyer sur des expériences antérieures de fonctionnement non-autoritaire. Pour cela, nous considérons comme essentiel d’agir, dès aujourd’hui et dans tous les domaines de nos vies (sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, etc.), de manière autogestionnaire et égalitaire, ce qui passe notamment par la pratique des assemblées générales, par l’usage de mandats impératifs et révocables et par la rotation des tâches.

Les anarchistes veulent construire une société libre sans classe ni Etat; sans patrie ni frontières; sans discrimination qu’elle soit liée au sexe, à l’orgine géographique, à l’âge ou autre, avec notamment comme objectifs : l’émancipation des individus; la liberté d’expression et de circulation; l’éducation libertaire et permanente dans tous les domaines de la science, de l’industrie et des arts; l’égalité sociale et économique; l’abolition du salariat; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution (excluant toute possibilité d’exploiter le travail d’autrui); l’organisation sociale sur la base de la libre fédération des producteurs et des consommateurs; la démocratie directe. Dans le cadre d’une société libertaire, il s’agit d’autogérer les affaires au profit de la collectivité toute entière.

RENCONTRER DES ANARCHISTES.
A BRUXELLES : au Collectif Les Foulons, c/o Centre Garcia Lorca, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles, métro Anneessens. Ce collectif regroupe le Centre libertaire (www.anarchie.be/centrelib) et le groupe Ici et Maintenant de la Fédération anarchiste (www.ici-et-maintenant.org). EN FLANDRE : www.anarchie.be.

région de Tel-Aviv, de Jérusalem et de Haïfa, ont participé à la manifestation. Comme depuis quelques semaines, aucun obstacle sérieux n’a été opposé par les forces de l’ordre lors de l’arrivée des manifestants.

Ce sont joints à eux de nombreux Palestiniens, issus d’autres villages également en lutte contre le tracé du Mur de séparation, et des personnes de Ramalla investies dans les élections qui profitaient de la manif pour faire leur publicité.

Aussi après la prière, environ 1000 personnes se sont mises en route vers le tracé du Mur, comme les deux semaines précédentes afin d’attirer l’attention sur les conséquences de ce tracé : la confiscation des terres de Bil’in et de villages palestiniens voisins ainsi que la construction de la colonie de Modi’in Illit sur ces terres.

Malgré les poussées brutales et les coups qu’ils leur ont été donné, les manifestants ont profité de leur grand nombre pour franchir le cordon des forces de l’ordre israéliennes qui bloquaient l’accès au « Centre de lutte commune pour la Paix » installé à Bil’in. Quelque 250 des manifestants ont ainsi réussi à rejoindre le « Centre. »

Ce « Centre pour la Paix », construit de nuit trois semaines plus tôt au-delà du tracé du

Mur, est une maison occupée en permanence par les habitants du village, des Israéliens et des Internationaux. Des paysans du village viennent cultiver la terre située à côté.

Après une courte réunion et quelques discours, les manifestants sont retournés près du Mur. Et ont frappé la ligne et la porte en métal encadrant le tracé avec des pierres. Cela n’a pas plu aux forces de l’ordre qui ont vainement tenté de les arrêter.

La manifestation et la confrontation avec les forces de l’ordre s’est achevée trois heures plus tard.

Le Mur entrave la libre circulation des populations et viole de fait le droit au travail, à l’enseignement et à la santé. De plus, il hypothèque le droit à l’autodétermination du peuple palestinien. Abolissons les frontières : la paix passe par la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens et non pas par leur séparation. Deux Etats pour deux peuples, c’est deux Etats de trop ! Aussi longtemps qu’il existe des Etats et que le système capitaliste perdure, toute amélioration ne sera que partielle et toujours menacée. La paix passe aussi par l’égalité économique et sociale.

A bas tous les murs !

Agenda

JEUDI 09/02 DE 18H30 A 21H30 - MARCHIENNES-AU-PONT : « MINEURS EN EXIL NON ACCOMPAGNÉS » Education permanente avec la Ligue des droits de l’Homme, pour acquérir des outils pour agir ici et maintenant. Espace Citoyen, 20 rue de la Providence, à 6030 Marchienne-au-pont.

SAMEDI 11/02 A PARTIR DE 14H BRUXELLES : « NEUF FILMS POUR VOIR LE MONDE AUTREMENT… » Courts et moyens métrages sélectionnés par les volontaires du Service Civil International (SCI). Projections et débats dans les locaux de l’asbl IF, 80 rue de Fierlant, 1190 Bruxelles.

LES VENDREDIS 10 ET 24/02 A 21H30 - SUR RADIO AR LIBRE 87,7FM : « LE CRQUE DE MNUIT » Une attaque frontale contre la Société du spectacle. Absurde, surréaliste, spontané et vraiment pas sérieux : un « ovni de la bande FM. »

JUSQU’AU 11/02 A 20H30 - BRUXELLES : « MYTHE, PROPAGANDE ET DÉSASTRE EN ALLEMAGNE NAZIE ET AMÉRIQUE CONTEMPORAINE » La pièce est un thriller politique inspiré de l’univers du « Procès » de Kafka et de « 1984 » de Orwell. Elle met en abîme le Patriot Act de Bush et pose la question de l’atteinte aux droits démocratiques fondamentaux. Théâtre de Poche, 1A chemin du Gymnase à 1000 Bruxelles. Réservations au 02/649 17 27.

MARDI 14/02 A 13H - STRASSBOURG : MANFESTATION EUROPÉENNE CONTRE LA DIRECTIVE SERVICES organisée par la Confédération européenne des syndicats (CES). Des transports sont organisés un peu partout en Belgique. Renseignez-vous auprès de votre organisation syndicale.

VENDREDI 17/02 A 20H00 - LIÈGE : « AU RETOUR DE PALESTINE » Présentation de témoignages, de photos, de cartes originales pour mieux comprendre mais aussi des pistes pour agir concrètement. Soirée organisée par Oxfam A la Casa Nicaragua - 23 rue Pierreuse à 4000 Liège.

DU VENDREDI 17 AU DIMANCHE 19/02 - MODAVE : SKÈME WEEK-END ANTICAPITALSTE DE RAGE-AIN Inscriptions et programme au 0477/20.29.53 et au 04/250.09.37. Ou encore par courriel : rage@acontrecourant.be.

JUSQU’AU 18/02 - BRUKELLES : « L’ANARCHISME A LA UNE » Salle Allende de l’Université libre de Bruxelles, 22 avenue Paul Héger à 1000 Bruxelles. Infos : David Wyckaert au 02 650 65 80 ou dwyckaert@admin.ulb.ac.be.

SAMEDI 25/02 A 14H00 - BRUXELLES : MANIFESTATION NATIONALE pour la régularisation des sans papiers et pour l’arrêt de la politique inhumaine et criminalisante du gouvernement belge face à eux. Départ de la Gare du Midi.

SAMEDI 25/02 A 20H - BRUXELLES : RENCONTRE-DÉBAT SUR L’ANARCHO-SYNDICALISME. Présentation de la C.N.T.-A.I.T. et de ses activités par des compagnons du syndiat Intercro Paris-Nord « Chez Henri » - 57 rue Marie-Henriette à 1050 Bruxelles.

SAMEDI 4 MARS - LIÈGE - BARRICADE FÊTE SES 10 ANS A la Casa Nicaragua - 23 rue Pierreuse à 4000 Liège. www.barricade.be.

www.avoixautre.be

les dernières infos, les derniers articles, un agenda militant, les chroniques des livres fraîchement publiés, des médias libertaires et les bonnes adresses où dénicher la version papier d’A voix autre…

A voix autre est...

Ami lecteur-agitateur, rassure-toi ! Après une petite pause bien méritée, *A voix autre* revient, au grand dam du patron, du curé, de l’électeur consentant et du trouffion. En 2006, *A Voix Autre* poursuit ses batailles, soutenu désormais par un magnifique site en ligne (avoixautre.be) et d’un compte en banque qui permettra d’assouvir dès à présent ta soif de dons. Bien évidemment, 2006 ne sera pas l’année de l’entrée de la publicité dans ces pages, ni de celle de notre entrée en bourse… *A voix autre* est et restera un journal indépendant. Il n’est financé ni par la pub, ni par un parti, ni par l’Etat. La presse ment ; il est plus que temps de créer des médias alternatifs. *A voix autre* hausse le ton, nous espérons qu’il continue encore longtemps. Cela dépend de toi, lecteur-agitateur.

Le journal est à PRIX LIBRE. Le prix libre est une pratique de solidarité. C’est donc l’usager(e) qui fixe le prix. Il ne s’agit pas d’arnaquer mais de participer à la hauteur de ses moyens et des ses envies. Le prix libre donne l’occasion d’un questionnement : Quels sont mes moyens ? Combien vais-je donner ? A quel prix ce numéro m’est-il parvenu ? Quels sont les frais qu’occasionnent la production et la diffusion d’un journal ?

Le numéro de compte pour soutenir *A voix autre* financièrement : 523-0802245-33 (banque Triodos), « soutien » en communication. Pour s’abonner à la version papier, « *abonnement, la durée, le nombre de d’exemplaires et vos coordonnées.* »

Nous comptons surtout sur ton soutien pour écrire des articles et/ou faire connaître, diffuser, photocopier… *A Voix autre*. Infos, réactions, remarques, questions, lettres d’amour, colis piégés, encouragements, insultes, bons plans, concerts, conférences, articles.... doivent nous parvenir avant le 25 du mois à : avoixautre@no-log.org

Ed.resp. : Nicolas Inghels, c/o Collectif Les Foulons, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles. Les articles signés n’engagent que leurs auteurs.

[Ne pas jeter sur la voie publique.](#)